



HAL
open science

Les Juifs de France à l'épreuve des élections de 2024

Jérémy Guedj, Yoann Morvan

► **To cite this version:**

Jérémy Guedj, Yoann Morvan. Les Juifs de France à l'épreuve des élections de 2024. *Revue Esprit*, 2024, 514. hal-04865792

HAL Id: hal-04865792

<https://amu.hal.science/hal-04865792v1>

Submitted on 6 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES JUIFS DE FRANCE À L'ÉPREUVE DES ÉLECTIONS DE 2024

Jérémy Guedj et Yoann Morvan

La séquence électorale qui vient de s'achever a accordé à la question de l'antisémitisme ainsi qu'au conflit israélo-palestinien une place inédite, reconfigurant nombre de lignes de fractures politiques, mais aussi les (auto-) identifications des Juifs en France. En conclusion de la somme historique qu'elle a dirigée, publiée l'an dernier, Sylvie Anne Goldberg se demandait si l'on peut voir dans les Juifs « *des Français (enfin) ordinaires*¹ ». À en juger par le politique, rien n'est aujourd'hui moins sûr. Depuis les massacres du 7 octobre, les Juifs, en France et ailleurs, semblent entrés dans un nouveau cycle historique modifiant leur rapport au temps, suspendu et incertain, et questionnant leur place au sein des sociétés, où les actes antisémites atteignent des proportions inquiétantes. La riposte militaire massive d'Israël à Gaza nourrit,

1 - Sylvie Anne Goldberg, « Des Français (enfin) ordinaires? », dans S. A. Goldberg (sous la dir. de), *Histoire juive de la France*, Paris, Albin Michel, 2023, p. 1007-1015.

en outre, des positionnements antagonistes. Certains partis politiques français – *a fortiori* en période électorale – n'ont pas manqué de s'en saisir. Les campagnes pour les européennes du 9 juin et, plus encore, pour les législatives anticipées des 30 juin et 7 juillet 2024, ont été celles d'une société déchirée par le Proche-Orient². Les Juifs de France en ont été, malgré eux, un révélateur particulier.

Juif français : de sujet à objet

Toute généralisation est un leurre et les orientations dessinées dans les lignes qui suivent ne valent évidemment pas pour tous les Juifs de France, dont la pluralisation s'accroît. Une tendance claire ne s'en dégage pas moins. L'auto-identification des Juifs de France depuis la fin 2023 annonce – ou confirme – un changement majeur qui relie bien plus qu'auparavant l'appartenance juive (religieuse, culturelle ou familiale) aux choix politiques. C'est un changement de paradigme : ils n'en sont plus simplement à se demander, face à toute évolution d'ampleur, « *est-ce bon pour nous ?* », ainsi que le notait Dominique Schnapper³, car le passé prouvait

2 - En référence au dossier « Le Proche-Orient déchiré », *Esprit*, décembre 2023.

3 - Dominique Schnapper, « Les Juifs et la nation », dans Pierre Birnbaum (sous la dir. de), *Histoire politique des Juifs de France. Entre universalisme et particularisme*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1990, p. 296-310.

que les ruptures s'accompagnaient souvent de risques pour les Juifs, en proie à une incertitude se retournant plus d'une fois contre eux. Désormais, et pour beaucoup, les choix politiques prennent une tournure quasi existentielle, qui engage l'avenir. Les enjeux des campagnes électorales (signes distinctifs dans l'espace public, nourriture *casher* et abattage rituel, perceptions de la réalité de l'antisémitisme et modalités de la lutte contre celui-ci, rapport à Israël) les concernent frontalement et ne sont plus simplement des répercussions possibles. Que cela reflète un dilemme ou des certitudes politiques dont l'ancrage partisan évolue, de nombreux Juifs se sont prononcés, non pas en tant que tels, mais par rapport à des problématiques qui mettent en jeu ce qu'ils sont.

Cette évolution, percutée par le 7 octobre, n'est pas si incongrue au regard de l'histoire de la France et des Juifs, même si sa rapidité apparaît inattendue. Ce serait méconnaître les frottements entre l'ethnique – ou le communautaire, même si le terme est trop connoté – et le civique que d'y voir un accident. La persistance ininterrompue de hauts niveaux d'antisémitisme, depuis les années 2000, a contribué au réinvestissement identitaire. Quelque chose de l'universalisme républicain et de la confiance aveugle en l'État a paru se fissurer: l'émancipation du XIX^e siècle puis l'idéal

d'assimilation constitutif de l'israélisme ou franco-judaïsme, qui réservait l'appartenance spécifique à l'espace privé, semblaient tendre vers une invisibilité et une certaine normalité. Mais l'antisémitisme l'empêchait. Avec le regain des mémoires et des singularités minoritaires depuis les années 1970 et 1980, le « droit à la différence » est dès lors valorisé. Cela s'accompagne d'une manière communautaire, au sommet de l'État, d'envisager les Juifs; or la « communauté juive » est une catégorie du discours politique faisant largement problème – l'expression a un sens avant tout institutionnel. Enfin, la référence à Israël et les liens qui unissent de nombreux Juifs à ce pays, pour des raisons religieuses ou familiales, ont conduit à « une certaine "israélisation" », surtout culturelle, d'une partie d'entre eux, source d'« ajustement » et de « communautarisation par le bas⁴ ». Tous ces éléments en germe expliquent la reconfiguration actuelle.

Quand des discours politiques instrumentalisent à l'excès des enjeux, certes légitimes, qui ont pour effet de prendre les Juifs à partie et de saturer l'espace public et médiatique de ce qui les concerne, ceux-ci, malgré leur appartenance à d'autres espaces sociaux,

4 - Pierre Birnbaum, « Sur la "communautarisation" des Juifs de France », dans Anne-Laure Zwillig et Jérémy Guedj (sous la dir. de), *Réalité(s) du communautarisme religieux*, Paris, CNRS Éditions, 2020, p. 211-212.

politiques et culturels, sont comme sommés de placer leur appartenance en tête de leurs autres identifications. Non pas de n'être plus que Juifs, car ils sont des citoyens français comme tous les autres, mais de ne pas pouvoir l'être simplement. Ou comme et s'ils le souhaitent. Ils voient leurs horizons se réduire et deviennent un objet politique, et moins des sujets libres.

Catch 22 ou les Juifs français perdants à tous les coups ?

Par la réduction à l'appartenance, les Juifs français se trouvent placés dans une situation inextricable, qui s'apparente au paradoxe logique de « double contrainte » (*double bind*) décrit par le roman de Joseph Heller, *Catch 22* (1961), un « *attrape-nigaud* » : inutile de simuler la folie car « *qui-conque veut se dispenser d'aller au feu n'est pas réellement fou* » ; c'est comme devoir chercher ses lunettes... sans ses lunettes. Cela met dans l'embarras d'assez nombreux Juifs de France, même et surtout ceux pour lesquels la judéité n'était qu'une appartenance assez secondaire. Ainsi, le cinéaste Michel Hazanavicius écrit dans une tribune du journal *Le Monde* (7 août 2024) : « *Pourquoi, depuis quelque temps, moi qui suis juif entre autres choses, qui n'en ai jamais vraiment eu rien à foutre, j'ai l'impression d'être de plus en plus obligé d'être juif ? De réagir en tant que juif, de penser en tant que juif, en gros d'être juif avant tout.* »

Ce contexte de plomb semble opérer une forme de retour (post-sartrien) de « la question juive », sous de nouvelles modalités, avec la fin du tabou du vote en faveur du Rassemblement national (RN)⁵. Si, pour certains, dont des cautions morales et historiques apparaissant comme au-dessus de tout soupçon, l'extrême droite en vient à faire figure de moindre mal, voire de rempart contre l'antisémitisme, c'est là le symptôme d'un mal-être profond.

Par la réduction à l'appartenance, les Juifs français se trouvent placés dans une situation inextricable, qui s'apparente au paradoxe logique de « double contrainte ».

Pris au piège, les Juifs français font l'objet de moult sollicitudes en matière d'antisémitisme, durant ces campagnes électorales de 2024. La plupart des partis politiques y vont de leur couplet, hormis certains cadres de La France insoumise (LFI), niant ainsi la spécificité de l'antisémitisme par rapport à l'antiracisme, ce qui a suscité l'ire des instances juives. De nombreux Juifs de gauche se sont alors retrouvés dans un malaise croissant. *Juif, français, de*

5 - Cela en dépit de la présence active, dans les arcanes du parti, d'antisémites patentés : voir Nicolas Massol, « Un nationalisme de supermarché? », *Esprit*, octobre 2023.

gauche... dans le désordre, le titre du livre de l'avocat Arié Alimi en est un révélateur parmi d'autres⁶. S'il n'existe pas de vote juif à proprement parler, la tendance actuelle s'oriente de moins en moins vers ce type d'offre électorale ; LFI devenant même une sorte de repoussoir absolu pour beaucoup. L'usage immodéré de la thématique de l'« antisémitisme » par le reste de l'échiquier politique a conduit progressivement à lui faire perdre de son sens : l'hyperinflation a entraîné une démonétisation radicale de ce vocable, *status vocis*. Plus gravement, cela a engendré une dangereuse décorrélation entre la surenchère de cette glose et des actes antisémites en augmentation dramatique. Lutter contre l'antisémitisme passe par des mesures concrètes, pas seulement par des mots, comme en témoigne l'attentat contre la synagogue de La Grande-Motte (24 août 2024), en dépit des efforts déployés par le gouvernement.

Le second tour des législatives (7 juillet 2024) n'a pas donné lieu à l'émergence de majorités claires, déjouant les pronostics de succès électoral de l'extrême droite. Cependant, les campagnes l'ayant précédé ont participé à un « *bronillage généralisé*⁷ » des frontières des discours politiques

sur et à travers la question de l'antisémitisme. Cette confusion conceptuelle actuelle est sans doute la vraie victoire de l'extrême droite, encore bien davantage que son score aux élections européennes. Au cœur de ce tohu-bohu, auquel l'ensemble des formations politiques ont peu ou prou contribué, il est à craindre que les Juifs de France en soient des victimes collatérales, malgré elles, et vraisemblablement pour un moment.

Jérémy Guedj

Historien, maître de conférences à l'université Côte d'Azur, membre du Centre de la Méditerranée moderne et contemporaine, rédacteur en chef des Cahiers de la Méditerranée, il a notamment publié *Les Juifs français et le nazisme 1933-1939. L'Histoire renversée* (Presses universitaires de France, 2024).

Yoann Morvan

Anthropologue, chargé de recherche au Centre national de la recherche scientifique (laboratoire Mesopolhis), il a notamment dirigé, avec Thierry Boissière, *Un Moyen-Orient ordinaire. Entre consommations et mobilités* (Diacritiques, 2022).

6 - Arié Alimi, *Juif, français, de gauche... dans le désordre*, Paris, La Découverte, 2024.

7 - Voir Cécile Alduy, Annie Collovald et Jean-Yves Pranchère, « Les faillites du langage », ainsi que Michaël Fœssel, « La mémoire défaite », *Esprit*, octobre 2023.